



45, rue Kléber  
92300 LEVALLOIS PERRET

# Fondation Nationale des Sciences Politiques

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

## Fondation Nationale des Sciences Politiques

Fondation créée par l'ordonnance du 9 octobre 1945

Siège social : 27 rue Saint-Guillaume 75337 Paris cedex 07

SIREN : 784 308 249

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Au conseil d'administration de la Fondation Nationale des Sciences Politiques,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Nationale des Sciences Politiques relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03 exposées au paragraphe « 1.7. Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.



## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la conformité aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08 du compte de résultat par origine et par destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources (CER), ainsi que le caractère approprié des modalités et hypothèses retenues pour leur élaboration, présentées dans la note « 8. Annexe au CROD et CER » de l'annexe aux comptes annuels ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

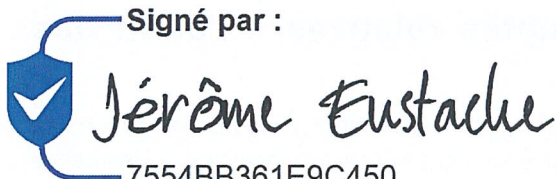
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 27 mai 2026

**Signé par :**  
  
 7554BB361E9C450...  
 JEROME EUSTACHE

Associé



FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

COMPTES ANNUELS 2025

SOMMAIRE

<b>BILAN</b>	page 2
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	page 4
<b>ANNEXE</b>	page 7
<b>1. Présentation générale</b>	page 7
1.1. <u>Informations relatives à la Fondation</u>	page 7
1.2. <u>Faits marquants</u>	page 8
1.3. <u>Evènements postérieurs à la clôture</u>	page 8
1.4. <u>Politique de gestion des dotations</u>	page 9
1.5. <u>Informations concernant les transactions effectuées avec des personnes physiques ou morales lorsqu'elles ne sont pas courantes et conclues à des conditions normales</u>	page 9
1.6. <u>Réaffectation des ressources dédiées à des projets finalisés</u>	page 9
1.7. <u>Principes, règles et méthodes comptables</u>	page 11
<b>2. Notes sur le bilan</b>	page 11
2.1. <u>Actif immobilisé</u>	page 11
2.2. <u>Actif circulant</u>	page 15
2.3. <u>Fonds Propres</u>	page 19
2.4. <u>Dettes</u>	page 25
<b>3. Notes sur le compte de résultat</b>	page 30
3.1. <u>Produits d'exploitation</u>	page 30
3.2. <u>Charges d'exploitation</u>	page 31
3.3. <u>Charges et produits financiers</u>	page 31
3.4. <u>Charges et produits vis-à-vis des filiales</u>	page 31
3.5. <u>Contributions volontaires en nature</u>	page 32
<b>4. Autres informations</b>	page 33
4.1. <u>Effectifs</u>	page 33
4.2. <u>Honoraires du commissaire aux comptes</u>	page 33
4.3. <u>Tableau des filiales</u>	page 34
4.4. <u>Engagements hors bilan reçus</u>	page 34
4.5. <u>Engagements hors bilan donnés</u>	page 35
<b>5. tableau de rapprochement entre le Compte de Résultat et le Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)</b>	page 39
<b>6. Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)</b>	page 40
<b>7. Compte Emplois Ressources (CER)</b>	page 42
<b>8. Annexe au CROD et CER</b>	page 43
8.1. <u>Présentation générale du CROD &amp; CER</u>	page 43
8.2. <u>Processus d'élaboration du CROD et CER</u>	page 43
8.3. <u>Détail des ressources collectées auprès du public (selon les distinctions propres à la FNSP)</u>	page 44
8.4. <u>Modalités de répartition des emplois et des ressources</u>	page 44
8.5. <u>Etat des effectifs bénévoles s'il y a appel public au bénévolat</u>	page 44



FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Bilan au 31 décembre 2025

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024		PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	Net			
Frais d'établissement						FONDS PROPRES		
ACTIF IMMOBILISE						Fonds propres sans droit de reprise :		
Immobilisations incorporelles :						Fonds propres statutaires	4 817 396	4 817 396
Frais de développement						Fonds propres complémentaires		
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	11 843 565	(10 612 563)	1 231 002	1 502 914		Fonds propres avec droit de reprise :		
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	830 357		830 357	601 202		Fonds propres statutaires		
						Fonds propres complémentaires	696 888	696 888
Immobilisations corporelles :						Écarts de réévaluation	2 900 668	2 900 668
Terrains	81 414 855		81 414 855	81 414 855		Réserves :		
Constructions	230 741 254	(91 224 061)	139 517 193	144 369 201		Réserves statutaires ou contractuelles	1 823 109	1 823 109
Autres immobilisations	44 194 760	(37 277 475)	6 917 285	7 829 479		Réserves immobilisée		
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	1 795 956		1 795 956	1 082 277		Réserves facultatives		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	94 444		94 444	94 444		Réserves pour projet de l'entité	58 321 501	58 321 501
						Autres		
						Report à nouveau	10 526 354	4 790 463
						Excédent ou déficit de l'exercice	7 688 272	5 735 891
Immobilisations financières :								
Participations	526 592	( 299 046)	227 546	227 546				
Créances rattachées à des participations	850 000	( 850 000)	0	0		Situation nette (sous total)	86 774 189	79 085 917
Autres titres immobilisés	790 308	( 6 779)	783 529	783 292		Fonds propres consommables	1 200 000	1 400 000
Prêts						Subventions d'investissement	15 137 968	14 374 420
Autres immobilisations financières	1 003 519		1 003 519	917 206		Subventions réglementés		
Total I	374 085 609	(140 269 924)	233 815 685	238 822 416		Total I	103 112 156	94 860 337

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024		PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	Net			
<b>ACTIF CIRCULANT</b>						<b>FONDS REPORTES ET DÉDIÉS</b>		
<b>Stocks et en-cours :</b>						Fonds Reportés liés aux legs ou donations	126 125	126 125
						Fonds dédiés	27 261 824	25 568 093
						<b>Total II</b>	<b>27 387 949</b>	<b>25 694 218</b>
<b>Créances :</b>						<b>PROVISIONS</b>		
Créances clients et comptes rattachés	32 915 789	( 916 022)	31 999 767	31 781 528				
Créances reçues par legs ou donations	33 313		33 313	33 313		Provisions pour risques	2 166 576	1 349 058
Autres								
Etat et autres collectivités publiques	27 148 779	( 178 100)	26 970 679	21 148 402		Provisions pour charges	25 540 576	25 339 634
Contrats	4 648 730	( 100 000)	4 548 730	7 325 977		<b>Total III</b>	<b>27 707 152</b>	<b>26 688 692</b>
Autres créances	2 120 469	( 100 000)	2 020 469	2 302 161		<b>DETTES</b>		
Charges constatées d'avance	5 186 503		5 186 503	4 865 592		Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
<b>Valeurs mobilières de placement :</b>						Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	150 567 504	168 900 472
Autres titres	21 475 845	( 64 501)	21 411 344	17 868 959		Emprunts et dettes diverses		
Instruments financiers à terme et jetons détenus						Instruments financiers à terme		
Disponibilités	101 759 754		101 759 754	109 610 512		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 920 566	8 889 663
						Dettes des legs ou donations	1 632	1 632
<b>Total II</b>	<b>195 289 182</b>	<b>( 1 358 623)</b>	<b>193 930 559</b>	<b>194 936 444</b>		Dettes fiscales et sociales	12 407 578	12 501 617
						Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	815 810	2 619 347
<b>Frais d'émission d'emprunts (III)</b>						Avances Subventions	36 623 621	28 550 558
						Autres dettes	4 692 566	4 355 881
<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>						Produits constatés d'avance	57 576 193	60 682 127
						<b>Total IV</b>	<b>269 605 469</b>	<b>286 501 297</b>
<b>Écart de conversion Actif (V)</b>	<b>66 850</b>		<b>66 850</b>	<b>620</b>		<b>Écart de conversion Passif (V)</b>	<b>367</b>	<b>14 936</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>569 441 641</b>	<b>(141 628 547)</b>	<b>427 813 093</b>	<b>433 759 479</b>		<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>427 813 093</b>	<b>433 759 479</b>



FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Compte de Résultat au 31 décembre 2025

	31/12/2025	31/12/2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	5 462	4 481
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	115 252 821	110 374 532
dont parrainages	680 665	792 608
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	98 243 731	97 804 559
Versements des donateurs ou consommations de la dotation consommable	200 000	200 000
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 129 549	1 442 551
Mécénats	4 678 803	3 553 810
Legs, donations et assurances-vie	0	0
Contributions financières	8 761 824	8 132 344
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 079 567	1 551 379
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	337	0
Utilisations des fonds dédiés	10 489 022	9 262 087
Autres produits	2 637 081	2 275 568
<b>Total I</b>	<b>243 478 197</b>	<b>234 601 312</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	(48 186 056)	(46 514 255)
Aides financières	(16 249 578)	(15 027 825)
Impôts, taxes et versements assimilés	(2 405 663)	(2 409 649)
Salaires	(94 284 680)	(90 549 469)
Cotisations sociales	(45 366 588)	(42 717 624)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	(10 132 603)	(11 089 555)
Dotations aux provisions	(2 809 015)	(6 239 320)
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	(12 182 753)	(9 755 099)
Autres charges	(2 968 397)	(2 922 682)
<b>Total II</b>	<b>(234 585 333)</b>	<b>(227 225 479)</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>8 892 864</b>	<b>7 375 834</b>

	31/12/2025	31/12/2024
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation	804	756
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	3 984 431	2 330 293
Autres intérêts et produits assimilés	12 572	1 495
Reprises sur dépréciations et provisions	66 777	102 243
Différences positives de change	33 336	106 079
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total III</b>	<b>4 097 920</b>	<b>2 540 867</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		( 19 071)
Intérêts et charges assimilés	(5 094 703)	(4 537 027)
Différences négatives de change	( 207 809)	( 16 133)
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<b>Total IV</b>	<b>(5 302 512)</b>	<b>(4 572 231)</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>(1 204 592)</b>	<b>(2 031 365)</b>
<b>RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>7 688 272</b>	<b>5 344 469</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>		589 955
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>		( 198 532)
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>0</b>	<b>391 423</b>
Participations des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	247 576 116	237 732 134
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	(239 887 844)	(231 996 242)
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>7 688 272</b>	<b>5 735 891</b>



	31/12/2025	31/12/2024
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	(29 465 680)	(29 656 478)
Bénévolats		
TOTAL	(29 465 680)	(29 656 478)
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	5 889 072	5 889 072
Prestations en nature	23 576 608	23 767 406
Personnel bénévole		
TOTAL	29 465 680	29 656 478

**ANNEXE****1. Présentation générale****1.1. Informations relatives à la Fondation**

La Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP) est une fondation de droit privé qui a pour objet de favoriser le progrès et la diffusion, en France et à l'étranger, des sciences politiques, économiques et sociales. Elle détermine les grandes orientations stratégiques, assure la gestion administrative et financière de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, établissement public à caractère scientifique, et en détermine les moyens de fonctionnement.

La Fondation assure quatre missions institutionnelles :

- La recherche, spécialisée en sciences humaines et sociales dans les disciplines de l'histoire, de l'économie, de la sociologie, de la science politique et du droit ;
- La formation (initiale et continue) proposée à tous les niveaux de l'enseignement supérieur : Collège universitaire, Ecoles et masters, doctorats ;
- La documentation qui permet l'accès à une riche collection d'ouvrages et de revues relevant des sciences humaines et sociales, accessibles sous format papier et numérique ;
- L'édition universitaire, avec les Presses de Sciences Po qui contribuent à la diffusion de la production intellectuelle française en sciences sociales et humaines et constituent un instrument de rayonnement national et international.

Afin d'assurer ces missions, elle s'appuie sur divers moyens :

- Elle passe des conventions avec l'État, les universités, toutes collectivités publiques ou privées, ou des particuliers, en vue de participer au fonctionnement d'établissements publics ou privés d'enseignement ou de recherche.
- Elle a recours à la générosité des particuliers, auprès des diplômés et amis de Sciences Po, ainsi qu'au mécénat d'entreprises.



### 1.2. Faits marquants sur l'exercice

Les conclusions de l'audit flash réalisé par la Cour des Comptes ont été rendues en avril 2025. Ce rapport souligne des points positifs (fonction financière robuste, résultats comptables positifs et trésorerie en croissance), mais aussi les enjeux du modèle économique pour les années à venir.

Sur le plan académique, la réforme des admissions du Bachelor, pour la voie française, a pu être mise en œuvre pour l'année 2025-2026. Le bilan des admissions de l'année universitaire 2025-2026 a confirmé l'attractivité de Sciences Po et son excellence académique, ainsi plus de 12 000 candidats ont postulé sur Parcoursup pour intégrer le Bachelor.

Les droits de scolarité restent en croissance sous l'effet notamment de l'augmentation du barème des droits de +3,5% pour l'année scolaire 2024-2025, en revanche aucune augmentation de barème n'a été votée pour l'année scolaire 2025-2026.

Sur le plan immobilier, dans le cadre de l'opération de rénovation de l'hôtel de la Meilleraie, les premiers mouvements de déménagement du personnel ont été opérés avec la prise à bail de nouvelles locations. Ainsi certains personnels ont été installés au 226 boulevard Saint-Germain en septembre 2025. Par ailleurs, la FNSP est accompagnée par l'EPAURIF dans le cadre de cette opération, où les réponses à la publication du marché public global de performance pour la restructuration de l'hôtel de la Meilleraie sont en cours d'analyse.

Enfin la FNSP est confrontée à une réduction des financements publics. En effet, la Subvention pour Charge de Service Public a été réduite de -2,3 M€, et les financements des collectivités locales pour les campus en région sont en baisse de -0,5 M€.

### 1.3. Événements postérieurs à la clôture

Sur le plan pédagogique, les différentes réformes se poursuivent : organisation de l'Ecole du Climat avec notamment la nomination de Emmanuel Guérin comme vice-doyen, et réforme de la maquette pédagogique du Bachelor.

Sciences Po consolide également son excellence internationale, ainsi, selon l'édition 2026 du QS World University Rankings by Subject, Sciences Po devient la 3<sup>ème</sup> meilleure université mondiale dans la catégorie « science politique »

Enfin, le groupement lauréat du marché public global de performance pour l'hôtel de la Meilleraie devrait être connu dans les prochaines semaines.

#### 1.4. Politique de gestion des dotations

Il n'existe pas à la FNSP de politique de gestion des dotations. En revanche, le maintien de la valeur de la dotation initiale non consommable s'élevant à 4 817 k€, à laquelle s'ajoute l'écart de réévaluation de 1974 de 2 901 k€ doit être assuré. Ce point est validé par l'évaluation annuelle réalisée par un expert de nos biens immobiliers constituant la dotation initiale.

Au 31 décembre 2025, la valeur nette comptable des actifs constituant la dotation initiale est précisée au paragraphe 2.1 soit un total de 1 707 k€. La valeur vénale, suivant l'expertise menée le 23 janvier 2026 par Knight Franck, s'élève à 94 000 k€.

#### 1.5. Informations concernant les transactions effectuées avec des personnes physiques ou morales lorsqu'elles ne sont pas courantes et conclues à des conditions normales

Aucune transaction n'a été réalisée à des conditions non courantes.

#### 1.6. Réaffectation des ressources dédiées à des projets finalisés

En 2025, aucune réaffectation des ressources dédiées à des projets finalisés n'a été effectuée.

#### 1.7. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions :

- du règlement ANC n°2022-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général ;
- et plus spécifiquement à l'article 5 du règlement ANC n°2023-03 modifiant le règlement ANC n°2018-06 ;
- du règlement ANC n°2018-06 modifié par le règlement ANC n°2020-08 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'exercice 2025 intègre l'application des règlements ANC 2022-06 et 2023-03, relatifs à la modernisation des états financiers. Ces textes modifient la présentation du résultat exceptionnel, suppriment les transferts de charges et imposent une nouvelle structuration des états financiers.

Conformément aux modalités de première application, les changements sont appliqués de manière prospective, sans retraitement des comparatifs. Les principaux reclassements ont été effectués dans le bilan et le compte de résultat afin d'assurer la conformité aux nouvelles exigences réglementaires.

L'application des nouveaux règlements n'a pas d'incidence sur la présentation globale des comptes.

Les comptes sont établis dans le respect des principes de prudence, d'image fidèle, de régularité et sincérité, de comparabilité et continuité d'activité ainsi que de permanence des méthodes.

Notes sur le bilan

1.8. Actif immobilisé

Les actifs corporels non consommables détenus par la FNSP concernent le terrain et le bâtiment situé au 27 rue Saint Guillaume à Paris. Ces deux actifs sont inscrits au patrimoine depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1974. La valeur nette au 31/12/2025 de ces deux actifs représente pour le terrain un montant de 1 707 k€ et une valeur nulle pour le bâtiment. L’expertise effectuée en 2025 valorise ces actifs pour une valeur vénale de 94 000 k€.

2.1.1 Immobilisations incorporelles – Valeurs brutes

En k€	Notes de renvoi	31/12/2024	Transferts	Augmentations	Retraitement	Diminutions	31/12/2025
Logiciels	(1)	12 791	99	130	0	-1 176	11 844
Immobilisations incorporelles en cours		601	-99	328	0	0	830
<b>TOTAL</b>		<b>13 392</b>	<b>0</b>	<b>458</b>	<b>0</b>	<b>-1 176</b>	<b>12 674</b>

(1) Le poste « Logiciels » (11 894 k€) diminue de -1 176 k€ essentiellement en raison de la mise aux rebuts d’actifs antérieurs à 2008 suite à l’inventaire effectué sur l’exercice 2025 pour un montant de -1 176 k€ totalement amorti.

Les immobilisations incorporelles, principalement des logiciels, sont comptabilisées à leur coût d’acquisition augmenté des coûts de développement, et en particulier des coûts d’assistance externe, qui sont intégrés dans le coût d’acquisition de ces immobilisations.

2.1.2 Immobilisations incorporelles – Amortissements et dépréciations

En k€	31/12/2024	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
Amortissements droits, concessions, logiciels	11 288	501	-1 176	10 613
<b>TOTAL</b>	<b>11 288</b>	<b>501</b>	<b>-1 176</b>	<b>10 613</b>

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une durée de 3 à 10 ans, à compter de la date de leur mise en service. Concernant les immobilisations incorporelles, aucune dépréciation n’a été comptabilisée.



2.1.1.3 Immobilisations corporelles – Valeurs brutes

En k€	Notes de renvoi	31/12/2024	Transferts	Augmentations	Retraitement	Diminutions	31/12/2025
Terrains		81 415	0	0	0	0	81 415
Bâtiments		114 039	114	55	0	0	114 208
Installat° et aménagts sur immos en propriét	(1)	102 593	0	655	0	0	103 248
Installat° et aménagts sur immos en location	(2)	12 328	304	654	0	0	13 286
Matériels de transport		166	0	0	0	0	166
Matériels et mobiliers de bureau		9 107	0	360	0	-44	9 423
Matériels informatique	(3)	20 778	0	836	0	-2 204	19 411
Matériels divers		892	0	175	0	-125	942
Matériels reprographique		117	0	0	0	-25	92
Matériels audiovisuel	(4)	15 004	0	715	0	-1 558	14 162
Immobilisations corporelles en cours		1 082	-418	1 131	0	0	1 796
Legs		94	0	0	0	0	94
<b>TOTAL</b>		<b>357 615</b>	<b>0</b>	<b>4 581</b>	<b>0</b>	<b>-3 955</b>	<b>358 241</b>

- (1) Le poste « Installations et aménagements sur immeuble en propriété » (103 248 k€) augmente sur l'exercice de 655 k€, essentiellement en raison de la mise en service des installations et aménagements liés à l'entretien des sites du campus parisien pour un montant de 655 k€.
- (2) Le poste « Installations et aménagements sur immeuble en location » (13 286 k€) augmente sur l'exercice de 958 k€, essentiellement en raison de la mise en service des installations et aménagements liés à la rénovation du campus de Nancy pour un montant de 710 k€.
- (3) Le poste « Matériels informatique » (19 411 k€) diminue de -1 368 k€, notamment en raison de la mise au rebut d'actifs antérieurs à 2008 suite à l'inventaire effectué sur l'exercice 2025 pour un montant de -2 204 k€ totalement amortis, mais également en raison des acquisitions de biens pour les infrastructures réseaux pour un montant de 174 k€ et de nouveaux équipements (PC, écrans...) pour un montant de 615 k€.
- (4) Le poste « Matériels audiovisuels » (14 162 k€) diminue de -843 k€ sur l'exercice. Il s'agit essentiellement de la mise au rebut d'actifs antérieurs à 2005 suite à l'inventaire effectué sur l'exercice 2025 pour un montant de -1 558 k€ totalement amortis. Mais également en raison d'aménagement audiovisuel des salles de campus en province pour 227 k€ et du campus parisien pour 110 k€.

Le coût d'acquisition des immobilisations corporelles inclut les frais accessoires constitués par toutes les charges externes directement attribuables à l'acquisition ou à la mise en place des biens : droits de mutation, taxes, honoraires, commissions, frais d'actes, coût de préparation du site.

2.1.4 Immobilisations corporelles – Amortissements

En k€	Notes de renvoi	31/12/2024	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
Terrains		0	0	0	0
Bâtiments		29 218	2 666	0	31 883
Installat° et aménagts sur immos en propriété		45 286	3 739	0	49 026
Installat° et aménagts sur immos en location		10 086	228	0	10 315
Matériels de transport		163	3	0	166
Matériels et mobiliers de bureau		6 517	516	-44	6 989
Matériels informatique		18 810	1 208	-2 204	17 815
Matériels divers		676	76	-125	626
Matériels reprographique		112	2	-25	89
Matériels audiovisuel		11 957	1 193	-1 558	11 592
<b>TOTAL</b>		<b>122 825</b>	<b>9 632</b>	<b>-3 955</b>	<b>128 502</b>

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, les durées d'amortissement selon l'application de la méthode de l'approche par composants sont les suivantes :

Constructions.....	40 ans
Gros œuvres et façades.....	40 ans
Installations générales, agencements, aménagements divers .....	30 et 15 ans
Matériel de transport.....	3 ans
Mobiliers et matériel de bureau.....	3 à 10 ans
Matériel informatique .....	3 ans
Matériels reprographique, audiovisuel et divers.....	5 ans



Concernant les immobilisations corporelles, aucune dépréciation n’a été comptabilisée.

2.1.5 Immobilisations financières

En k€	Valeur brute 31/12/24	Augmentations	Diminutions	Valeur brute 31/12/25
Titres de participation	527			527
Créances rattachées à des participations (1)	850			850
Autres titres immobilisés	790			790
Dépôts garanties et cautionnement	917	162	-75	1 004
<b>TOTAL</b>	<b>3 084</b>	<b>162</b>	<b>-75</b>	<b>3 170</b>

(1) Prêt à la Librairie 850K€

Les immobilisations financières de la FNSP passent de 3 084 k€ en 2024 à 3 170 k€ en 2025.

Les titres de participation représentent la détention des trois filiales de la FNSP (Les Presses, La Librairie, et Sciences Po Services). Ces titres sont enregistrés à leur coût d’acquisition en valeur brute. Chaque année un test de dépréciation est effectué en fonction de la situation nette de chaque filiale. Une dépréciation de 299 k€ est comptabilisée pour la totalité des titres de la Librairie. Le prêt consenti en 2021 à la Librairie des Sciences Politiques a fait l’objet d’un avenant en 2022 afin de modifier les modalités de remboursement dont la première échéance est exigible le 21 juin 2024. La situation financière de la Librairie n’a pas permis d’honorer l’échéance exigible en 2025. Au 31 décembre 2023, ce prêt a fait l’objet d’une dépréciation à 100% ; cette dépréciation est maintenue au 31 décembre 2025. La reprise de provision s’effectuera lors des prochains exercices à hauteur des remboursements effectués par l’emprunteur.

Les autres titres immobilisés sont les valeurs mobilières de placement dont la détention par la FNSP est durable et correspondent à la dotation complémentaire non consommable (cf. § 2.3.2.Fonds propres avec droit de reprise). Il s’agit initialement de dons, donations ou legs devant être placés en vue de produire un revenu annuel destiné à financer des bourses. Les placements à long terme sont dépréciés par comparaison avec leur valeur d’inventaire. Une moins-value latente de 7 k€ a été constatée sur certains de ces titres, les autres titres font apparaître à la banque une plus-value latente de 279 k€, soit une plus-value nette latente de 272 k€.

En 2025, le poste dépôts et cautionnements varie de +86 k€. Cette augmentation correspond principalement aux dépôts versés pour les nouvelles locations prises durant l’année dans le cadre des relogements pour le projet de rénovations du 56 Saints-Pères (107k€).

Au 31/12/2025, les dépôts et cautionnements concernent presque exclusivement des loyers versés d'avance pour des locaux situés à Paris pour un montant de 962 k€.

2.2. Actif circulant

2.2.1 Créances clients et assimilés

En k€	Valeur brute 31/12/25	Dépréciations (cumul au 31/12/2025)	Valeur nette 31/12/25	Valeur nette 31/12/24
Créances - clients	786	-168	618	1 760
Créances - étudiants, redevances de scolarité	26 890	-620	26 270	24 018
Créances - entreprises, formation continue	3 138	-128	3 010	2 884
Clients - Factures à établir	2 101	0	2 101	3 119
<b>TOTAL</b>	<b>32 916</b>	<b>-916</b>	<b>32 000</b>	<b>31 782</b>

Les créances clients nettes et comptes rattachés passent de 31 782 k€ au 31 décembre 2024 à 32 000 k€ au 31 décembre 2025.

Les créances présentant un risque de non-recouvrement sont dépréciées en fonction des risques les plus probables à la date d'arrêté des comptes et de l'ancienneté des créances.



2.2.2 Autres créances

En k€	Valeur brute 31/12/25	Provisions pour Dépréciations	Valeur nette 31/12/25	Valeur nette 31/12/24
Créances reçues par legs	33		33	33
Personnel	0		0	0
Etat - Subventions	27 149	-178	26 971	21 148
Groupes et associés	0		0	0
Contrats	4 649	-100	4 549	7 326
Autres débiteurs	2 120	-100	2 020	2 302
<b>TOTAL</b>	<b>33 951</b>	<b>-378</b>	<b>33 573</b>	<b>30 810</b>

Les autres créances nettes passent de 30 810 k€ au 31 décembre 2024 à 33 573 k€ au 31 décembre 2025. Cette augmentation de 2 763 k€ est due à l'augmentation du poste « Etat – Subventions » pour un montant 5 822 k€ en raison notamment de l'augmentation des produits à recevoir auprès de l'ANR sur les projets SPICE-X (1 497 k€), TIERED (990 k€) et des Bourses Erasmus (1 814 k€). Mais également à la diminution du poste « Contrats » pour un montant de -2 777 k€ à la suite des encaissements des produits à recevoir principalement du fonds de dotation Marc Ladreit de Lacharrière (1 200 k€), Project Liberty (804 k€) et L'Oréal (300 k€).

A la clôture de l'exercice 2024, une provision avait été comptabilisée pour le risque de créances impayées à la suite des événements qui avaient agité les campus de Paris et Menton. À la suite des paiements reçus de la part du CRIF lors de l'exercice 2025 une reprise de provision a été constatée pour un montant de 238 k€. La provision pour dépréciation sur les créances des collectivités s'élève à 178 k€ principalement pour la région PACA (167k€). La provision pour dépréciation des créances de mécénat d'un montant de -100 k€ a également été maintenue à la clôture de l'exercice 2025.

2.2.3 Valeurs Mobilières de Placement

En k€	Valeur brute 31/12/24	Augmentations	Diminutions	Valeur brute 31/12/25
OPC (Ex OPCVM)	500	15	-15	500
Produits structurés	1 000	46	-46	1 000
Contrats de capitalisation	13 500	9 257	-5 781	16 976
Obligations	3 000	30	-30	3 000
<b>TOTAL</b>	<b>18 000</b>	<b>9 348</b>	<b>-5 872</b>	<b>21 476</b>

Les valeurs mobilières de placement et assimilés détenues par la FNSP passent de 18 000 k€ au 31/12/2024 à 21 476 k€ au 31/12/2025. L’augmentation (+3 476 k€) provient des souscriptions à des contrats de capitalisation pour un montant de 8 780 k€ et des cessions partielles des contrats de capitalisation Allianz pour un montant de - 5 305 k€.

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur valeur historique et font l’objet d’une dépréciation si leur valeur liquidative au 31 décembre est inférieure à cette dernière.

Sur les 21 476 k€ de placements à l’actif circulant en 2025, il a été constaté une dépréciation de -64 k€ principalement sur le placement obligataire émis par la Banque Postale (-60 k€).

2.2.4 Charges constatées d’avance et produits à recevoir

Les charges constatées d’avance de l’exercice sont stables, passant de de 4 866 k€ au 31 décembre 2024 à 5 187 k€ au 31 décembre 2025. Elles sont principalement composées de charges sur loyers (1 732 k€), de bourses de scolarité (1 273 k€).

Les produits à recevoir diminuent de 3 959 k€, passant de 11 427 k€ à fin 2024 à 7 468 k€ à fin 2025. Ils sont constitués principalement des mécénats à recevoir et contributions financières à hauteur de 4 596 k€, de factures à établir pour un montant de 1 635 k€, dont 1 313 k€ aux prestations de la formation continue. La comptabilisation des produits à recevoir, au titre des mécénats en particulier, ressort de l’analyse juridique des conventions qui a été faite par la Fondation.

2.2.5 Degré de liquidité des créances

En k€	Montant au bilan	Échéance	
		A moins d'un an	A plus d'un an
Créances clients et comptes rattachés	32 000	31 651	349
Créances reçues par legs	33	33	
Personnel			
Etat et autres collectivités publiques	26 971	25 554	1 417
Groupe et associés			
Contrat	4 549	3 436	1 113
Autres débiteurs	2 020	2 020	
Charges constatées d'avance	5 187	5 187	
TOTAL	70 759	67 881	2 879

Les créances à moins d'un an s'élèvent à 67 881 k€. Le montant des créances à plus d'un an est de 2 879 k€ principalement pour des appels à dons de mécénats et contributions financières (1 113 k€) et des subventions de l'Etat et des collectivités publiques (1 417 k€).



2.3. Fonds Propres

2.3.1 Variation des fonds propres

Variation des Fonds Propres en k€	À l'ouverture de l'exercice		Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou Consommation		A la clôture de l'exercice	
	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public
Fonds propres sans droit de reprise	4 817								4 817	
Fonds propres avec droit de reprise	697				0	0	0		697	
Ecart de réévaluation	2 901								2 901	
Réserves	60 145								60 145	
Report à nouveau	4 790		5 736						10 526	
Excédent ou déficit de l'exercice	5 736		-5 736		7 688				7 688	
Situation nette	79 086		0	0	7 688	0	0	0	86 774	
Fonds propres consommables	1 400				0		-200		1 200	
Subventions d'investissement	14 374				1 379		-616		15 138	
Provisions règlementées	0								0	
TOTAL	94 860		0	0	9 068	0	-816	0	103 112	

À la suite de l’approbation des comptes 2024, signée lors du conseil d’administration du 21 mai 2025, l’excédent de résultat de l’exercice 2024 de 5 736 k€ a été affecté en report à nouveau, portant son montant à 10 526 k€.



### 2.3.2 Fonds propres avec droit de reprise

Ce poste, correspondant à des donations affectées à des actions définies et identifiables non consommables, n'a pas évolué en 2025. L'ensemble des dotations reçues avec droit de reprise s'élève à 697 k€ au 31 décembre 2025, et a fait l'objet de placements financiers portés au niveau des immobilisations financières.

### 2.3.3 Fonds propres consommables

Le fonds consommable AXA est utilisé et dédié au financement des frais de fonctionnement du centre AxPo à hauteur d'un dixième par an. Un montant de 200 k€ a été consommé au titre de l'année 2025. Le solde restant à utiliser s'élève à 1 200 k€ à la clôture 2025.

### 2.3.4 Subventions d'investissement

En k€	Autorité versante	Montant initial	Reprise cumulée au 31/12/24	Montant viré au résultat de 2025	Reprise cumulée au 31/12/25	Montant net au 31/12/25
Subvention travaux rue de la chaise	Autres fonds	79	-53	-4	-57	23
Subvention travaux rue des St Pères	Fonds nationaux	15	-9	-3	-12	3
Subvention travaux rue St Guillaume	Fonds nationaux	1 111	-1 111	0	-1 111	0
	Fonds nationaux	645	-631	-7	-638	7
Subvention travaux Bibliothèque	Autres fonds	8	-7	0	-7	0
	Fonds nationaux	4 573	-3 301	-76	-3 378	1 196
	Fonds de collectivités territoriales	1 600	-1 471	-9	-1 480	120
Subvention rayonnage CHEVS	Autres fonds	9	-9	0	-9	0
Subvention travaux combles 26-28 Saints Pères	Autres fonds	28	-24	-1	-25	4
Subvention nouvelle Aquitaine Equipement numérique	Fonds de collectivités territoriales	25	-25	0	-25	0
Subvention campus Poitiers	Fonds de collectivités territoriales	614	-561	-16	-577	37
Subvention campus de Dijon	Fonds de collectivités territoriales	116	-86	-17	-103	13
Subvention campus du Havre	Fonds de collectivités territoriales	463	-233	-28	-260	203
Subvention Immobilier maintenance locaux	Fonds nationaux	4 280	-3 867	-27	-3 893	387
Subvention travaux et équipement du campus de Nancy	Fonds de collectivités territoriales	2 166	-1 005	-66	-1 071	1 094
Subvention du campus de Reims	Fonds de collectivités territoriales	99	-66	-20	-86	14
Subvention accueil des personnes en situation de handicap	Autres fonds	342	-342	0	-342	0
	Fonds nationaux	1 174	-676	-46	-722	452
Subvention accessibilité MESR	Fonds nationaux	960	-21	-6	-27	933
Subvention espace convivialité 28 Saints Pères	Fonds nationaux	164	-30	-12	-42	122
Subvention MESR Mise en sécurité	Fonds nationaux	4 735	0	0	0	4 735
Subvention Salles de lecture	Fonds de collectivités territoriales	1 218	-981	-22	-1 002	215
Subvention Equipex DIME-SHS	Fonds nationaux	251	-251	0	-251	0
Subvention Labex LIEPP	Fonds nationaux	72	-72	0	-72	0
Subvention Idefi Forcast	Fonds nationaux	250	-227	-6	-233	18
Subvention CRIF Pavillon Innovation	Fonds de collectivités territoriales	1 000	-102	-33	-134	866
Subvention CRIF Centre Expérimentation numérique	Fonds de collectivités territoriales	1 000	-116	-37	-153	847
Subvention Ville de Paris Campus 2022	Fonds de collectivités territoriales	2 000	-389	-106	-495	1 505
Subvention CRIF 2021 56 Saint Pères	Fonds de collectivités territoriales	2 000	0	0	0	2 000
Subvention CRIF SESAME	Fonds de collectivités territoriales	334	-52	-55	-106	228
Subvention CRIF Cevipof	Fonds de collectivités territoriales	49	0	-10	-10	38
SUBV. MESR - Dash Bord	Fonds nationaux	90	0	-9	-9	81
<b>TOTAL</b>		<b>31 470</b>	<b>-15 716</b>	<b>-616</b>	<b>-16 332</b>	<b>15 138</b>

Le total net des subventions d'investissement s'élève à 15 138 € au 31 décembre 2025, contre 14 374 k€ au 31 décembre 2024. L'augmentation nette de ces fonds propres (+ 764 k€) est liée principalement à la quote-part de résultat virée au résultat (-616 k€) et l'obtention de nouvelles subventions du M.E.S.R. pour le financement de travaux d'accessibilité pour un montant de 710 k€ et de travaux de mise en sécurité pour un montant de 735 k€.

Les quotes-parts de subventions virées au compte de résultat (616 k€ en 2025 contre 526 k€ en 2024) couvrent les dotations aux amortissements de l'année des immobilisations financées par ces subventions. Au 31 décembre 2025, quelques subventions ne font pas l'objet de quote-part virée au compte de résultat car les investissements qu'elles financent ne sont toujours pas mis en service et donc toujours pas amortis.

Autorité versante	Montant initial	Reprise cumulée au 31/12/24	Montant viré au résultat de 2025	Reprise cumulée au 31/12/25	Montant net au 31/12/25
Fonds nationaux	18 321	-10 197	-192	-10 389	7 932
Fonds de collectivités territoriales	12 683	-5 085	-419	-5 504	7 179
Autres fonds	466	-434	-5	-439	27
<b>TOTAL</b>	<b>31 470</b>	<b>-15 716</b>	<b>-616</b>	<b>-16 332</b>	<b>15 138</b>

Les subventions d'investissement proviennent essentiellement de fonds nationaux et de collectivités locales.

2.3.5 Provisions pour risques

En k€	Notes de renvoi	31/12/2024	Augmentations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/12/2025
Perte de change		1	67	-1	0	67
Litiges personnel	(1)	493	602	-9	-132	955
Litiges fournisseurs		810	286	0	-28	1 069
Risques de reversement		45	58	0	-27	76
<b>TOTAL</b>		<b>1 349</b>	<b>1 013</b>	<b>-9</b>	<b>-186</b>	<b>2 167</b>

1) En 2025 une provision de 602 k€ a été constituée pour faire face à des litiges personnels.



2.3.6 Provisions pour charges

En k€	Notes de renvoi	31/12/2024	Augmentations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/12/2025
Engagement retraite	(1)	17 548	1 407	-612	-341	18 002
Réorganisation immobilière liée au 56 rue des St Pères	(2)	7 792	0	-253	0	7 538
TOTAL		25 340	1 407	-865	-341	25 541

- 1) Le calcul de la provision pour indemnité de retraite est confié depuis 2018 à une société de conseil en actuariat spécialisée dans l'accompagnement des entreprises et des institutionnels en matière sociale. La méthode actuarielle utilisée pour cette évaluation est la méthode des unités de crédit projetées (*Projected Unit Credit method*). En 2019, la FNSP a opté pour la comptabilisation de son engagement retraite selon la méthode dite du « corridor ». Ainsi, pour les indemnités de départ en retraite, les pertes/gains actuariels liés à l'expérience et/ou la modification d'hypothèses sont amortis dans les charges futures sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés après application d'un corridor de 10% du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture. Les modifications de régime sont amorties au premier euro sur la même durée résiduelle de vie active.

La valeur des engagements de fin d'année au 31 décembre 2025 s'élève à 15 165 k€ et se décompose de la façon suivante :

- Provision comptabilisée : 18 002 k€ ;
- Pertes et (gains) actuariels restant à amortir (engagements hors bilan) : -2 838 k€.

Les hypothèses démographiques (notamment l'âge de départ théorique) et le taux d'actualisation tiennent compte de la réforme des retraites promulguée en avril 2023.

Le taux moyen de charges retenu est de 51% afin de respecter la réalité économique. Le taux d'actualisation, déterminé en fonction des taux d'émission des obligations du secteur privé de grande qualité (sous-entendu d'entreprises cotées AA et AAA) en euros pour des durations équivalentes à celles des engagements a été revu. En fonction des marchés financiers aujourd'hui et compte tenu de la maturité des engagements (12,9 ans), le taux retenu est de 3,70% au 31 décembre 2025 (3,10% au 31 décembre 2024).

L'âge de départ en retraite est fixé en ajoutant à l'âge de début de carrière le nombre de trimestres nécessaires pour liquider la rente sécurité sociale sans abattement. Les carrières longues sont prises en compte dans la mesure où les conditions se sont largement assouplies, elles concernent beaucoup plus de salariés, notamment en raison de l'ajout d'un cas pour les salariés ayant commencé leur carrière avant 21 ans. La table de mortalité utilisée est celle de l'INSEE 2018-2020 homme/femme.

- 2) En 2024 une provision de 7 792 k€ a été constituée pour faire face à des opérations de relogement dans le cadre des travaux de mise en sécurité et accessibilité de l'ERP situé au 56 rue des Saints Pères (l'hôtel de la Meilleraye). A la clôture 2025, cette provision a fait l'objet d'une reprise d'un montant de 253 k€ pour couvrir les coûts engagés pour des nouveaux sites en location au 84 rue de Grenelle et au 226 boulevard Saint Germain.

2.4. Dettes

2.4.1 Fonds dédiés et reportés

TABEAU DE VARIATION DES FONDS DÉDIÉS

En IC Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reclassement	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
				Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation & concours publics*	5 867	0	2 607	-2 068	0	0	6 406	422
Projets OFCE*	1 067		50	-264			853	
Projet CNRS	363		363	-234			491	
Handicap	0		478				478	
Projets Recherches	1 701		425	-450			1 676	83
Projets Enseignements	1 522		282	-484			1 321	
Projets Chaire Santé	11		351	-12			350	
Autres projets	1 203		658	-624			1 237	339
Contributions financières d'autres organismes	9 132	299	3 476	-4 333	0	0	8 574	0
Projet CHEP	1 729			-124			1 604	
Projets Project Liberty	2 247		330	-1 931			646	
Projet Mastercard 2024-2033	199	299	1 183				1 681	
Projets DFC	594		67	-154			507	
Projets Recherches	1 831		470	-833			1 468	
Projets Enseignements	2 531		1 287	-1 290			2 528	
Autres projets	0		140				140	
Ressources liées à la générosité du public (I + II + III + IV)	10 570	-299	6 100	-4 089	0	0	12 282	274
I - Levées de fonds des particuliers	3 807	0	1 017	-2 123	0	0	2 701	0
Levées de fonds Particuliers	3 807		1 017	-2 123			2 701	
II - Ressources liées au Mécénat	3 044	-299	3 440	-1 961	0	0	4 224	0
Projet Chaire UE	374		287	-374			287	
Programme Mastercard	322	-299		-23			0	
Projet Open AI	0		1 750				1 750	
Projet Axpo	628		244	-245			627	
Projets Recherches	131		146	-78			199	
Projets Enseignements	1 591		1 012	-1 241			1 362	
III - Ressources liées aux investissements pluriannuels	3 446	0	1 637	0	0	0	5 083	0
Projet Campus 2030	1 649						1 649	
Projet 56 rue des St Pères	1 797		1 637				3 434	
IV - Ressources liées aux Max	273	0	6	-4	0	0	274	274
Lazard Bourse, Nathan Bourses et Vieux Pressoir							0	
Max Lazard Bourses	4			-4				
Nathan Bourses	89						89	
Vieux Pressoir	179		6				185	
TOTAL	25 568	0	12 183	-10 489	0	0	27 262	696



Le poste Fonds Dédiés, d'un montant de 27 262 k€ à la clôture 2025, est constitué des engagements nets à réaliser de l'année 2025 pour un montant de +1 694 k€ et de l'année 2024 pour un montant de 25 568 k€.

2.4.2 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

En k€	Notes de renvoi	31/12/2024	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
Emprunt Crédit Coopératif 25 M€ imm 13 université		13 648		-919	12 729
Emprunt La Banque Postale 13,2 M€ imm 13 université renegocié	(1)	10 121		-428	9 693
Emprunt La Banque Postale 10 M€ imm 13 rue université		6 127		-6 127	0
Emprunt CDC 4,4 M€ 9 Chaise	(2)	2 978		-2 978	0
Emprunt CIC 4,4 M€ 9 Chaise		2 975		-2 975	0
Emprunt PBB 70M€ acquisition St Thomas	(3)	64 701		-2 379	62 322
Emprunt PBB 80 M€ travaux St Thomas	(4)	67 473		-2 413	65 059
TOTAL		168 022	0	-18 219	149 803

- (1) En décembre 2005, la FNSP a financé l'acquisition de l'immeuble au 13 rue de l'Université et les travaux nécessaires au déménagement par :
- un emprunt de 25 M€ en décembre 2005 sur 30 ans à taux fixe,
  - un emprunt structuré de 15 M€ en novembre 2007 sur 30 ans dont le capital restant dû (13 162 k€) au 1<sup>er</sup> avril 2015, a été refinancé par un prêt de même montant à échéance 25 ans et à taux fixe.
  - un emprunt de 10 M€ en mars 2008 sur 30 ans à taux fixe. Au cours de l'exercice 2025, cet emprunt a fait l'objet d'un remboursement anticipé du capital pour un montant de 5 783 k€.
- (2) En 2011, la FNSP a financé l'acquisition d'un immeuble au 9 rue de la Chaise par deux emprunts de 4,4 M€ chacun. Au cours de l'exercice 2025 ces deux emprunts ont fait l'objet d'un remboursement anticipé du capital pour un montant de 5 751 k€.
- (3) En 2016, la FNSP a financé l'acquisition du site de l'hôtel de l'Artillerie par un emprunt courant sur 30 ans, à taux fixe, avec une tranche principale de 70 M€ et une tranche secondaire de 7,5 M€ finançant les intérêts intercalaires à verser à l'issue d'une période différée courant jusqu'à la date de mise en service du bien en novembre 2021.
- (4) En janvier 2018, la FNSP a obtenu un emprunt de 80 M€ servant à financer les travaux du site de l'hôtel de l'Artillerie.



Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit passent de 168 022 k€ au 31 décembre 2024 à 149 803 k€ au 31 décembre 2025. La diminution (- 18 219 k€) correspond aux remboursements des emprunts conformément à leur plan d'amortissement ainsi qu'aux remboursements anticipés de trois emprunts.

Le degré d'exigibilité des dettes financières, emprunt par emprunt, est le suivant :

En k€	Dernière échéance	Solde à rembourser au 31/12/25	Echéance à 1 an au plus (2026)	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus (2027 à 2030 inclus)	Echéance à plus de 5 ans (à partir de 2031 inclus)
Emprunt Crédit Coopératif 25 M€ imm 13 université	01/02/2036	12 729	954	4 191	7 584
Emprunt La Banque Postale 13,2 M€ imm 13 université ren	01/11/2040	9 693	449	2 033	7 211
Emprunt La Banque Postale 10 M€ imm 13 rue université	01/11/2037	0	0	0	0
Emprunt CDC 4,4 M€ 9 Chaise	01/02/2041	0	0	0	0
Emprunt CIC 4,4 M€ 9 Chaise	20/02/2041	0	0	0	0
Emprunt PBB 70M€ acquisition St Thomas	24/12/2046	62 322	2 365	9 305	50 652
Emprunt PBB 80M€ travaux St Thomas	31/12/2047	65 059	2 379	9 148	53 533
<b>TOTAL</b>		<b>149 803</b>	<b>6 146</b>	<b>24 677</b>	<b>118 980</b>

La majeure partie des échéances des emprunts (118 890 k€ sur 149 803 k€) devra être remboursée à partir de l'exercice 2031.

2.4.3 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

En k€	31/12/2025	31/12/2024	Variation
Fournisseurs hors groupe	4 534	6 083	-1 549
Fournisseurs groupe	174	40	135
Retenue de garantie Fournisseurs	2	0	2
Factures non parvenues hors groupe	3 026	5 386	-2 360
Factures non parvenues groupe	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>7 736</b>	<b>11 509</b>	<b>-3 773</b>

Les postes « fournisseurs et comptes rattachés » et « Dettes sur immobilisations » sont passés de 11 509 k€ au 31 décembre 2024 à 7 736 k€ au 31 décembre 2025.

La diminution globale de ces postes (-3 773 k€) est due principalement à la baisse des dettes d'immobilisations notamment celle de Sogelym, maître d'œuvre du projet Saint Thomas, (-1 322 k€).

#### 2.4.4 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 12 408 k€ au 31 décembre 2025, contre 12 502 k€ au 31 décembre 2024. Ce poste comprend principalement :

- Les montants dus aux organismes sociaux au titre du 4ème trimestre 2025 (3 108 k€),
- La provision brute correspondant à la rémunération des enseignants (2 400 k€),
- La provision pour congés payés relative à 2025 (3 564 k€).

#### 2.4.5 Avances de subventions reçues

Le montant des avances de subventions reçues s'élève à 36 624 k€ au 31 décembre 2025, contre 28 551 k€ au 31 décembre 2024. Cette hausse (+8 073 k€) est liée à de nombreux financements de projets pour lesquels une avance est versée au démarrage. Il s'agit notamment d'avances sur financements ANR pour le projet SPICE-X (+1 602 k€), le projet TIERED (+1 333 k€), le projet CIVICA (+1 821 k€) et les bourses Erasmus (+ 1 905 k€).

#### 2.4.6 Autres dettes

Les autres dettes s'élèvent à 4 693 k€ au 31 décembre 2025. Elles se composent principalement des bourses à payer (2 006 k€) et des créiteurs divers. Toutes ces dettes sont à moins d'un an.

2.4.7 Produits constatés d’avance et charges à payer

Les produits constatés d’avance s’élèvent à 57 576 k€ à la clôture 2025 et sont constitués principalement de :

- Droits de scolarité et exonérations de droits du 2<sup>ème</sup> semestre de l’année scolaire 2025/2026 (41 202 k€) ;
- Conventions de financement de contributions financières (12 229 k€) ;
- Conventions de financement de mécénat et partenariat (4 146 k€).

Les charges à payer s’élèvent à 13 033 k€ au 31 décembre 2025 et sont constituées de :

- Charges sociales et fiscales à payer (7 154 k€) ;
- Factures non parvenues (3 026 k€) ;
- Intérêts courus sur emprunts (764 k€) ;
- Charges à payer diverses (2 087 k€).

2.4.8 Degré d’exigibilité des dettes

Le degré d’exigibilité des dettes (hors dettes auprès des établissements de crédit) est détaillé ci-dessous :

En k€	Montant au bilan	Échéance	
		A moins d'un an	A plus de cinq ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 921	6 921	
Dettes sociales et fiscales	12 408	12 408	
Dettes des legs ou donations	2	2	
Dettes sur immobilisations	816	816	
Avances Subventions	36 624	36 624	
Autres dettes	4 693	4 693	
Produits constatés d'avance	57 576	55 509	2 068
TOTAL	119 038	116 970	2 068
			0

Les dettes et produits constatés d’avance à moins d’un an s’élèvent à 116 970 k€. Des produits constatés d’avance ont été comptabilisés pour des débouclages entre 2027 et 2029 pour un montant de 2 068 k€.



## 2. Notes sur le compte de résultat

### 3.1. Produits d'exploitation

- Les prestations de services s'élèvent à 115 253 k€ et leur ventilation est la suivante :
  - . Scolarité (redevances de scolarité, cycles spécifiques, examens d'admission) : 91 862 k€,
  - . Formation continue et formation en apprentissage : 21 932 k€,
  - . Contrats de recherche, réalisations d'études : 705 k€,
  - . Parrainages et sponsoring : 681 k€,
  - . Centre de santé : 73 k€.
- Les concours publics et subventions d'exploitation s'élèvent à 98 244 k€ et englobent :
  - . La subvention pour charge de service public (SCSP) du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche : 67 145 k€,
  - . Les subventions versées pour l'OFCE par le MESR : 5 342 k€,
  - . Les subventions de fonds publics nationaux : 11 886 k€,
  - . Les subventions versées par les collectivités locales : 3 471 k€,
  - . Les subventions de fonds publics UE : 7 523 k€,
  - . La taxe d'apprentissage : 922 k€,
  - . Les quotes-parts de subventions d'investissements : 616 k€,
  - . Autres subventions et concours publics : 1 338 k€.
- Les produits issus de la générosité du public s'élèvent à 5 808 k€ et sont constitués de :
  - . Dons des particuliers : 1 130 k€,
  - . Mécénat des entreprises : 4 679 k€.
- Les consommations des dotations consommables s'élèvent à 200 k€. Elles concernent la consommation du fonds AXA.
- Les contributions financières s'élèvent à 8 762 k€, dont 280 k€ de contributions financières non assorties de conventions.

- Les autres produits s'élèvent à 2 637 k€ au total. Ils englobent notamment les recettes de publications, de locations de locaux, photocopies, droits de bibliothèque et diverses prestations.

3.2. Charges d'exploitation

Le poste "Aides financières" comprend principalement les bourses versées soit sur fonds propres (bourses de Sciences Po), soit sur fonds affectés (bourses sur financements extérieurs), les exonérations de droits d'inscription, les subventions octroyées.

3.3. Charges et produits financiers

Le résultat financier est déficitaire de 1 205 k€ à la clôture 2025, contre un déficit de 2 031 k€ à la clôture précédente. Les charges financières, d'un montant de 5 303 k€, sont principalement constituées des intérêts des emprunts (4 243 k€) : les intérêts d'emprunts liés à St Thomas représentent un montant de 2 930 k€ (3 046 k€ en 2024) et des indemnités pour remboursements anticipés des emprunts pour un montant de (848 k€).

Les produits financiers sont principalement constitués de revenus des placements pour 3 795 k€.

3.4. Charges et produits vis-à-vis des filiales

En k€	Librairie des Sciences Politiques		Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques		Sciences Po Services
Produits vis-à-vis des filiales	5		35		41
Charges exploitation vis-à-vis des filiales	-255		-113		0
Subventions accordées	0		-370		0
TOTAL	-249		-448		41

### 3.5. Contributions volontaires en nature

La FNSP bénéficie de la mise à disposition de personnel MESR (13 214 k€ en 2025) et de personnel CNRS (10 363 k€ en 2025) dont la rémunération est assurée respectivement par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et le CNRS. Ces montants correspondent à la rémunération brute chargée (cf. paragraphe 4.1 Effectifs).

D'autre part, elle s'est vu attribuer plusieurs locaux à titre gratuit au fur et à mesure du développement des campus en région dont le montant total évalué représente 5 889 k€ :

- 3 286 mètres carrés pour le campus du Havre laissés à disposition par l'Administration chargée des domaines,
- 4 444 mètres carrés pour le campus de Menton laissés à disposition par la Ville de Menton,
- 2 851 mètres carrés pour le campus de Poitiers laissés à disposition par la Région Nouvelle-Aquitaine,
- 12 085 mètres carrés pour le campus de Reims laissés à disposition par la Communauté urbaine du Grand Reims,
- 3 165 mètres carrés pour le campus de Nancy laissés à disposition par le rectorat de l'académie de Nancy-Metz,
- 1 280 mètres carrés pour le campus de Paris laissés à disposition par l'Administration chargée des domaines.

Ces locaux ont fait l'objet d'une évaluation en 2023 par le cabinet d'expertise Bazin qui a rendu ses rapports détaillés sur les différents locaux. Ces rapports mettent en évidence la valeur locative des bâtiments qui est la méthode retenue pour l'évaluation de cette mise à disposition pour chaque campus.



Autres informations

4.1. Effectifs

L'effectif total est de 1 321 salariés à fin 2025 (dont 1 040 cadres), contre 1 291 personnes à fin 2024. Il s'agit de l'ensemble des salariés de la FNSP inscrits à l'effectif au 31 décembre et calculés en personnes physiques quel que soit leur temps de travail. Sont exclus les fonctionnaires du MESR et du CNRS (mises à disposition) et les vacataires de l'IEP de Paris. Cet effectif correspond à l'effectif de la Dirrecte servant de base aux déclarations trimestrielles de l'emploi.

A cet effectif s'ajoutent les personnels mis à disposition soit 123 pour les personnels MESR (ETP en temps de travail - quotient) sur la base de l'effectif présent au 31/12/2025 et 89 pour ceux du CNRS. Leur rémunération est assurée respectivement par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et le CNRS.

L'effectif moyen est de 1 277 pour l'année 2025, contre 1 343 en 2024. Cet effectif moyen est déterminé par le décret de novembre 1983. Il correspond à la moyenne des effectifs mensuels en personnes physiques rémunérés par la FNSP. Sont compris dans cet effectif, l'ensemble des salariés de la FNSP auquel s'ajoutent les intérimaires mais hors vacataires de l'IEP de Paris.

Répartition des effectifs par catégorie		
Lignes à développer par catégorie de salariés	Effectif moyen employé pendant l'exercice	Effectif moyen employé pendant l'exercice N-1
Ouvriers	22	23
Employés, techniciens, agents de maitrise	309	289
Cadres et ingénieurs	946	1 031
Total	1 277	1 343

4.2. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2025 s'élèvent à 114 k€ :

- 73 k€ au titre du contrôle légal.
- 41 k€ au titre des services autres que la certification des comptes.

4.3. Tableau des filiales

En k€	Capitaux Propres	Quote-part du capital détenue en %	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Montant net des prêts et avances consentis par la société	Montant des engagements donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
Renseignements concernant les filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)										
Librairie des Sciences Politiques	-57	99,99%	299	0	0	0	808	-49	0	
Presses de la FNSP	249	99,99%	191	191	0	0	807	18	0	
Sciences Po Services	63	100,00%	37	37	0	0	65	1	0	
A. Total des filiales			527	228	0	0			0	
Renseignements concernant les filiales (10 à 50% du capital détenu par la société)										
B. Total des participations			0	0	0	0			0	
C. Total des filiales et des participations (A + B)			527	228	0	0			0	

4.4. Engagements hors bilan reçus

- Garantie, à première demande, de la collectivité territoriale Ville de Paris en faveur de la banque Deutsche Pfandbriefbank finançant l'acquisition de l'Hôtel de l'Artillerie. Le montant de la garantie s'élève à 75 % du financement du prix d'acquisition (77 495 k€) soit 58 121 k€ à titre de principal à l'issue de la période de différé d'amortissement, majoré forfaitairement de 10% soit 5 812 k€ couvrant les intérêts, intérêts de retard et autres frais accessoires.

Compte tenu des intérêts courus durant la période intermédiaire, le montant de cette garantie s'élève à 51 416 k€ au 31 décembre 2025 (dont 46 741 k€ à titre principal et 4 674 k€ au titre des intérêts).

- Garantie, à première demande, de la collectivité territoriale Ville de Paris en faveur de la banque Deutsche Pfandbriefbank finançant les travaux de l'Hôtel de l'Artillerie.

Le montant de la garantie s'élève à 75 % du financement des travaux (80 000 k€) soit 60 000 k€ à titre de principal à l'issue de la période de différé d'amortissement majoré forfaitairement de 10% soit 6 000 k€ couvrant les intérêts, intérêts de retard et autres frais accessoires.

Compte tenu des tirages effectués sur l'emprunt travaux, le montant de cette garantie s'élève à 53 674 k€ au 31 décembre 2025 (dont 48 794 k€ à titre principal et 4 879 k€ au titre des intérêts).

Conventions de mécénats et de contributions financières pour les montants suivants :

Project Liberty Foundation : 1 875 k€

Fondation David R. Graham : 2 061 k€

Fondation Lambert Mellon : 208 k€

France Télévision : 22 k€

CVEC : 349 k€

Il s'agit de conventions pluri annuelles pour lesquelles il existe des conditions suspensives. Ces sommes sont acquises dès la condition levée.

#### 4.5. Engagements hors bilan donnés

Les contrats d'emprunts conclus avec la banque Deutsche Pfandbriefbank le 23 décembre 2016 et le 23 janvier 2018 prévoient les engagements suivants à la charge de la FNSP :

1/ Sûretés consenties au profit de la Deutsche Pfandbriefbank et de La Banque Postale en garantie des sommes empruntées :

Prêt acquisition du 23/12/2016 :

- Privilège de Prêteur de Deniers (PPD) à hauteur de la première tranche de l'emprunt soit 52 500 k€ majoré forfaitairement de 10 % pour frais accessoire soit 5 250 k€. Ce privilège est inscrit sur l'ensemble immobilier Hôtel de l'Artillerie.

- Hypothèque conventionnelle de l'ensemble immobilier Hôtel de l'Artillerie à hauteur de l'emprunt à rembourser sur la tranche secondaire de 7 500 k€ majoré de 10% soit 750 k€ correspondant aux frais accessoires. Compte-tenu du montant de l'emprunt au 31 décembre 2025 soit 6 027 k€ sur la tranche secondaire, le montant garanti est de 6 630 k€ à fin 2025 (dont 6 027 k€ à titre principal et 603 k€ au titre des frais accessoires).



- Hypothèques des Immeubles situés au 27 et 30 rue Saint-Guillaume à hauteur de 23 000 k€ (comprenant forfaitairement 15% de frais accessoires soit 3 000 k€) au profit de la Deutsche Pfandbriefbank et de la Banque Postale. Compte-tenu du montant de l'emprunt, le montant de cette garantie s'élève à 17 918 k€ au 31 décembre 2025 (dont 15 580 k€ à titre principal et 2 337 k€ au titre des frais accessoires).

Prêt travaux du 23/01/2018 :

- Hypothèque conventionnelle de l'ensemble immobilier Hôtel de l'Artillerie à hauteur de 60 000 k€ majoré de 10% soit 6 000 k€ correspondant aux frais accessoires. Compte-tenu du montant de l'emprunt au 31 décembre 2025 soit 65 059 k€, sur la tranche secondaire le montant garanti est de 53 674 k€ à fin 2025 (dont 48 794 k€ à titre principal et 4 879 k€ au titre des frais accessoires).

- Hypothèques des Immeubles situés au 56 rue des Saints Pères et du 13 Rue de l'Université à hauteur de 23 000 k€ (comprenant forfaitairement 15% de frais accessoires soit 3 000 k€) au profit de la Deutsche Pfandbriefbank et de la Banque Postale. Compte-tenu du montant de l'emprunt au 31 décembre 2025 soit 65 059 k€, sur la tranche secondaire le montant garanti est de 18 705 k€ à fin 2025 (dont 16 265 k€ à titre principal et 2 440 k€ au titre des frais accessoires).

2 / Provision pour indemnité de retraite :

+2 838 k€ de gains actuariels non encore reconnus, et qui seront reconnus en résultat selon la méthode décrite en 2.3.6 1.

3/ Autres garanties :

- Nantissement du principal compte courant bancaire en garantie des paiements ;
- Cession Dailly des indemnités d'assurances au titre des polices souscrites par la FNSP pour l'Artillerie ;

L'acte de cession du 23/12/2016 prévoit par ailleurs les engagements de la FNSP suivants :

- Versement d'un complément de prix à l'Etat si la surface utile du bien s'avérait supérieure à 14 582 m2 (surfaces brutes) à l'achèvement des travaux et ce, dans un délai de 10 ans à compter de la signature de l'acte ;

- Obligation d'affecter le bien aux activités de Sciences Po pendant 30 ans et à une activité d'enseignement supérieur et de recherche pendant une période supplémentaire de 20 ans. Les loyers versés par des occupants dont les activités seraient autres seraient reversés à l'Etat.
  - En cas de revente de l'hôtel de l'Artillerie trente ans après la date de signature de l'acte, 100 % de la plus-value nette devra être reversé à l'Etat, cette part passant à 50% à l'issue de cette période.
  - Dans le cadre des emprunts Artillerie, l'Emprunteur s'engage, à ce qu'à chaque Date de Test, le Ratio ADCSR Futur et le Ratio ADCSR Historique soient supérieurs ou égaux à un virgule dix (1,10), le ratio LLCR soit supérieur ou égal à un virgule quinze (1,15) et le ratio LTV soit inférieur ou égal à cinquante pour cent (50%). Les dates de test pour le Ratio LLCR et le Ratio ADCSR Futur surviendront à chaque fin de semestre, à compter du 31 décembre 2021. Le ratio ADCSR Historique a été calculé pour la première fois au 31/12/2022.
- À la suite de la signature d'avenants aux contrats de prêt en date du 20 décembre 2023, il a été décidé de supprimer les effets d'un non-respect du Ratio ADCSR Historique minimum et du Ratio ADCSR Futur minimum, qui ne pourront plus être constitutifs d'un Cas d'Exigibilité Anticipée. Ces ratios ne seront désormais fournis qu'à titre de simple information à chaque Date de Test.
- En contrepartie, les Emprunteurs ont proposé de substituer à ces engagements financiers un nouvel engagement financier relatif au maintien à tout moment par l'Emprunteur d'un montant minimum de trésorerie de 50 (cinquante) millions d'euros, correspondant à l'équivalent de 5 ans de service de la dette.

#### Définitions des ratios :

"Ratio ADCSR Futur" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) le Cash-Flow Futur sur une période de test de douze (12) mois débutant à la Date de Test (exclue) (au numérateur) ; et
- (b) le Service de la Dette sur la même période que celle visée au (a) (au dénominateur).

"Ratio ADCSR Historique" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) le Cash-Flow Historique sur une période de test de douze (12) mois s'achevant à la Date de Test (incluse) (au numérateur) ; et
- (b) le Service de la Dette sur la même période que celle visée au (a) (au dénominateur).

"Ratio LLCR" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) la valeur actuelle nette (actualisée au taux moyen de l'ensemble de la Dette Financière Ratios de l'Emprunteur) du Cash-Flow Futur calculé jusqu'à la Date d'Échéance Finale majorée du solde du Compte de Réserve à la Date de Test donnée (au numérateur) ; et
- (b) l'encours de l'ensemble de la Dette Financière Ratios de l'Emprunteur à la Date de Test considérée (au dénominateur).

"Ratio LTV" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) l'Encours de la Tranche B des emprunts (au numérateur) ; et
- (b) la Valeur de Marché des Immeubles données en hypothèques telle que déterminée par l'Expert Immobilier dans le dernier Rapport d'Expertise remis à l'Agent (au dénominateur)

- Au cours de l'exercice 2025 la FNSP a émis une caution internationale au profit du département US Education dans le cadre des Federal Loans pour un montant 150 k\$.



5. Tableau de rapprochement entre le compte de résultat et le Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)

Ce tableau permet de rapprocher l’affectation des charges présentées dans le compte de résultat du présent document avec le CROD et ainsi répartir les charges entre Missions Sociales, Frais de recherches de Fonds et Frais de Fonctionnement.

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION AU 31 DECEMBRE 2025 (en K€)

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions	Reports en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger					
	Réalisées par l'organisme	versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes				
Autres achats et charges externes	44 830		66		109	186		48 186
Aides financières	16 244				3	19		16 250
Impôts, Taxes et versements assimilés	1 305		0		175	877		2 406
Salaires et Traitements	79 071		2		92	457		94 285
Charges sociales	37 515		1		0	18		45 367
Dotations aux amortissements et dépréciations	8 264						2 809	12 942
Report en fonds dédiés					3	10	12 183	12 183
Autres charges	1 461		0					2 968
Charges financières	9							5 303
Charges exceptionnelles								0
TOTAL	188 699	0	70	0	383	1 567	12 183	239 888

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens	5 889				5 889
Prestations de services	23 577				23 577
TOTAL	29 466	0	0	0	29 466

6. Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION AU 31 DECEMBRE 2025 (en K€)

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	31/12/2025		31/12/2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Produits liés à la générosité du public				
1.1. Dons, legs et mécénat				
- dons manuels	1 130	1 130	1 443	1 443
- legs, donations et assurances-vie			0	0
- mécénat	4 679	4 679	3 554	3 554
1.2. Autres produits liés à la générosité du public				
2. Produits non liés à la générosité du public				
2.1. Cotisations avec contrepartie	681		793	
2.2. Parrainage des entreprises	8 962		8 332	
2.3. Contributions financières sans contrepartie	121 246		114 891	
2.4. Autres produits non liés à la générosité du public				
3. Subventions et autres concours publics	98 244		97 805	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	2 146		1 654	
5. Utilisation des fonds dédiés antérieurs	10 489	4 089	9 262	3 141
TOTAL	247 576	9 897	237 732	8 137
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Missions sociales				
1.1. Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	188 699	3 415	180 937	3 055
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2. Réalisées à l'étranger	70		104	
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
2. Frais de recherche de fonds				
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	383	383	338	338
2.2. Frais de recherche d'autres ressources	1 567		1 547	
3. Frais de fonctionnement	34 178		33 057	
4. Dotations aux provisions et dépréciations	2 809		6 258	
5. Reports en fonds dédiés de l'exercice	12 183	6 100	9 755	4 745
TOTAL	239 888	9 897	231 996	8 137
EXCÉDENT OU DÉFICIT	7 688	0	5 736	0

B. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2025		31/12/2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
1. Contributions volontaires liés à la générosité du public				
Prestations en nature				
Dons en nature				
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public				
3. Concours publics en nature				
Prestations en nature	29 466		29 656	
Dons en nature				
<b>TOTAL</b>	<b>29 466</b>		<b>29 656</b>	
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
1. Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France	29 466		29 656	
Réalisées à l'étranger				
2. Contributions volontaires à la recherche des fonds				
3. Contributions volontaires au fonctionnement				
<b>TOTAL</b>	<b>29 466</b>		<b>29 656</b>	



7. Compte Emplois Ressources (CER)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC AU 31 DECEMBRE 2025 (en K€)

EMPLOIS PAR DESTINATIONS	31/12/2025	31/12/2024	RESSOURCES PAR ORIGINE	31/12/2025	31/12/2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1. Missions sociales			1. Ressources liées à la générosité du public		
1.1. Réalisées en France			1.1. Collectations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	3 415	3 055	1.2. Dons, legs et mécénat	1 130	1 443
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France			- dons manuels		
1.2. Réalisées à l'étranger			- legs, donations et assurances-vie	4 679	3 554
- Actions réalisées par l'organisme			- mécénat		
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3. Autres produits liés à la générosité du public		
2. Frais de recherche de fonds	383	338			
2.1. Frais d'appel à la générosité du public					
2.2. Frais de recherche d'autres ressources					
3. Frais de fonctionnement					
TOTAL DES EMPLOIS	3 797	3 392	TOTAL DES RESSOURCES	6 808	4 996
4. Dotations aux provisions et dépréciations			2. Reprises sur provisions et dépréciations		
5. Reports en fonds dédiés de l'exercice	6 100	4 745	3. Utilisation des fonds dédiés antérieurs	4 089	3 141
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	9 897	8 137	TOTAL	9 897	8 137

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	31/12/2025	31/12/2024
(*) Excédent ou (-) Insuffisance de la générosité du public		
(-) Investissements et (+) Désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2025	31/12/2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE		
1. Contributions volontaires aux missions sociales		
Réalisées en France		
Réalisées à l'étranger		
2. Contributions volontaires à la recherche des fonds		
3. Contributions volontaires au fonctionnement		
TOTAL	0	0
RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL	0	0

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	31/12/2025	31/12/2024
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	10 570	9 163
(-) Utilisation	-4 089	-3 141
(-) Transfert	-289	-188
(+) Report	6 100	4 745
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	12 282	10 570

## 8. Annexe au CROD et CER

La Fondation fait appel, depuis 2007, à la générosité du public et plus particulièrement auprès des diplômés de l'Institut.

L'exercice 2025 ne présente pas d'événements majeurs.

### 8.1. Présentation générale du CROD & CER

Pour le CROD comme pour le CER :

- Les tableaux sont établis en milliers d'euros (k€) ;
- Les charges sont réparties entre les missions sociales en France et à l'étranger, les frais de recherche de fonds (et de gestion) liés à la collecte des ressources et, enfin, les frais de fonctionnement ;
- Ils permettent d'identifier l'excédent ou le déficit lié à la générosité du public ;

Le CER permet de suivre, d'un exercice à l'autre, le report des sommes collectées auprès du public, disponibles pour une utilisation ultérieure.

Le CER 2025 présente les « ressources reportées liées à la générosité du public » en début et fin d'exercice. Ce stock est nul, l'ensemble des ressources issues de la générosité du public est consommé sur l'exercice ou constaté en fonds dédiés à la clôture le cas échéant.

### 8.2. Processus d'élaboration du CROD et CER

La définition des missions sociales relève des statuts de Sciences Po et leur mise en œuvre est assurée par la gouvernance de la Fondation en respect des dispositions statutaires. Les quatre missions institutionnelles sont présentées au §1.1 « informations relatives à la Fondation ».

La FNSP dispose d'une comptabilité analytique (chaque centre de gestion et de responsabilité -CGR- est rattaché à une mission institutionnelle) lui permettant de déterminer l'utilisation des ressources de manière précise. Les emplois font l'objet d'une décomposition analytique précise.

Afin d'affecter les charges indirectes, des clefs de répartition ont été définies. Ces clefs sont en lien avec les moyens d'exploitation à répartir.

Ainsi, les effectifs, les mètres carrés utilisés, les dépenses, etc. constituent, selon la nature des charges indirectes, des critères de répartition de ces dernières. Ces clefs sont analysées et actualisées chaque année. La Fondation répartit ainsi les dépenses transversales entre frais de fonctionnement, frais de recherche et de traitement des ressources.

### 8.3 Détail des ressources collectées auprès du public

Les ressources collectées auprès du public s'élèvent à 5 808 k€ dont 1 130 K€ de dons manuels et 4 679 k€ de mécénats (cf. §3.1 Produits d'exploitation).

### 8.4 Modalités de répartition des emplois et des ressources

Les ressources liées à la générosité du public s'entendent des dons réalisés :

- par les particuliers lors de campagnes d'appel à la générosité du public sous forme de mailings, de e-mailing, ou de communications sur le site Internet de la Fondation,
- dans le cadre du mécénat des entreprises.

Les « autres produits liés à la générosité du public » comprennent notamment les produits financiers liés aux placements temporaires des dons.

La répartition des emplois de l'exercice entre missions sociales, frais de recherche de fonds et frais de fonctionnement est assurée grâce à l'analytique dont dispose la FNSP.

En ce qui concerne les frais d'appel à la générosité du public, la Fondation a assuré la totalité du financement à partir des produits des dons non affectés retirés des campagnes d'appel. En outre, les frais de recherche investis pour le développement de l'activité de collecte de fonds permettent de faire connaître les besoins en financement de l'Institution et renforcent les liens de confiance avec les donateurs tant en France qu'à l'étranger.

Les fonds collectés issus de la générosité du public ont permis, notamment, d'attribuer des bourses et des aides au logement au bénéfice des étudiants, de soutenir les activités des écoles et la recherche, notamment, en favorisant la venue de Professeurs invités étrangers et la mobilité de jeunes chercheurs.

### 8.5 État des effectifs bénévoles s'il y a appel public au bénévolat

Il n'y a pas de bénévole.



